

Amiens, le 16 décembre 2020

Le Recteur de l'académie d'Amiens

à

Dossier suivi par :

Catherine TIESSE

catherine.tiesse@ac-amiens.fr

03 22 82 69 73

Rectorat de l'académie d'Amiens

20, boulevard d'Alsace-Lorraine

80063 Amiens cedex 9

- Madame et Messieurs les inspecteurs d'académie directeurs académiques des services de l'éducation nationale de l'Oise, de l'Aisne et de la Somme
- Mesdames et Messieurs les IA-IPR et IEN ET-EG
- Mesdames et Messieurs les IEN-IO
- Mesdames et Messieurs les chefs d'établissement
- Mesdames et Messieurs les directeurs de CIO
- Mesdames et Messieurs les conseillers techniques
- Mesdames et Messieurs les délégués académiques
- Mesdames et Messieurs les chefs de division

Objet : Congé de formation professionnelle (CFP) – rentrée scolaire 2021.

Réf. : - décret n°2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'Etat.

- décret n°2007-1942 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle des agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics.

La présente circulaire a pour objet de lancer la campagne académique d'appel à candidatures pour les congés de formation professionnelle, à effet de la rentrée scolaire 2021.

Sont concernés par les dispositions de cette circulaire les personnels titulaires et non titulaires, à l'exclusion des stagiaires.

Les personnels titulaires doivent justifier d'au moins trois années de services effectifs, consécutifs ou non, en qualité de titulaire, stagiaire ou d'agent non titulaire. Je vous précise que dans le calcul de l'ancienneté requise, les services sont pris en compte au prorata de leur durée (en cas de temps partiel notamment) et que la partie du stage accomplie en centre de formation ou comportant la dispense d'un enseignement professionnel ne peut être retenue.

Les personnels non titulaires doivent également justifier de ces trois années de services effectifs au titre de contrats de droit public, dont douze mois, consécutifs ou non, dans l'administration au titre de laquelle est demandé le congé de formation professionnelle.

Les personnels formuleront leur demande, à l'aide de l'imprimé joint en annexe n°1. Les candidats devront définir de manière précise leur projet individuel de formation dans une lettre de motivation détaillant les objectifs qualitatifs poursuivis, le parcours professionnel ainsi que les enjeux pour la carrière et pour l'institution.

Des précisions relatives à la situation administrative et financière des personnels en CFP sont apportées par l'annexe n°2 dont les candidats doivent prendre connaissance.

.../...

Les demandes individuelles dûment renseignées et revêtues de l'avis du chef d'établissement, de service ou du directeur de CIO devront être parvenues à la direction des ressources humaines (catherine.tiesse@ac-amiens.fr) **pour le vendredi 12 février 2021 au plus tard.**

En ce qui concerne les candidatures des personnels enseignants du second degré, elles seront soumises par mes soins aux membres des corps d'inspection, en vue de recueillir leur avis.

L'attribution des congés de formation professionnelle s'effectue dans le cadre du respect d'un contingent académique.

Je veillerai notamment à ce que les demandes soient compatibles avec les sujétions propres à l'organisation de l'année scolaire 2021-2022 et à ce que le potentiel de remplacement disponible me permette de faire assurer la suppléance des bénéficiaires de ce congé.

Je vous demande de bien vouloir procéder à une large diffusion de cette circulaire et de ses annexes auprès des personnels concernés de votre établissement, service ou CIO et de veiller au respect du calendrier.

Je vous rappelle également que ces instructions sont consultables et téléchargeables sur le site internet de l'académie d'Amiens à l'adresse suivante :

<http://www.ac-amiens.fr> (Rubrique Emplois, carrières, formation / Espace professionnel / Formation tout au long de la vie / Congé de formation professionnelle / Public).

Par avance, je vous en remercie.

Pour le Recteur et par délégation
Le Secrétaire Général adjoint
Directeur des ressources humaines



Samuel HAYE

**DEMANDE DE CONGÉ DE
FORMATION PROFESSIONNELLE**
Année scolaire 2021-2022

Je, soussigné(e) **Prénom** : **NOM** :

Date de naissance :

Adresse personnelle :

Mél et Tél. :

► **Etablissement/Service/CIO d'exercice** :

Corps/Grade/Classe : **Discipline/Fonction** :

Date de titularisation dans le grade/la classe :

► **Diplôme(s)** :

► **Admissibilité (CAPES, agrégation)** : **Année(s) scolaire(s)**:

Demande(s) antérieure(s) :

Académie :

Nombre : Année(s) scolaire(s):

Dans le calcul de l'antériorité de la demande, les candidatures à un congé de formation professionnelle demandées dans une académie différente ne seront pas prises en compte.

Congé(s) de formation professionnelle déjà accordé(s)

Académie :

Année(s) scolaire(s):

Dans le calcul de l'antériorité de la demande, toute nouvelle demande de CFP sera considérée comme une première demande.

Sollicite le bénéfice d'un congé, au titre des décrets :

- n°2007-1470 du 15 octobre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des fonctionnaires de l'Etat
- n°2007-1942 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle des agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics

pour suivre la formation suivante ***(définir plus précisément dans une lettre de motivation le projet de formation)** :

- **Nature** :

- **Organisme responsable** :

- **Période exacte (+ durée souhaitée en nombre de mois complets) du..... au..... (soitmois)**

La durée d'un congé obtenu pour la préparation de l'agrégation ne peut être supérieure à 8 mois. Les enseignants, admis en CFP à compter du 1^{er} septembre 2021 non admissibles réintégreront leurs fonctions au 1^{er} avril 2022, soit au terme de 7 mois, si ces résultats sont connus avant cette même date.

Dans l'hypothèse où ma demande serait agréée, je m'engage à rester au service de l'Etat, à l'issue de ce congé, pendant une durée égale au triple de celle pendant laquelle l'indemnité mensuelle forfaitaire m'aura été versée et à rembourser le montant de cette indemnité, en cas de non-respect de cette obligation.

Je m'engage également, en cas d'interruption de la formation sans motif valable, à reverser l'intégralité des sommes perçues, depuis le jour où cette formation a été interrompue.

Je déclare avoir pris connaissance des dispositions réglementaires en ce qui concerne :

- les obligations incombant aux personnels placés en congé de formation professionnelle, notamment en matière d'assiduité pendant toute la durée de la formation ;
- la durée maximale du versement de l'indemnité mensuelle forfaitaire ;
- l'obligation de paiement des retenues pour pension.

A, le

Signature précédée de la mention manuscrite "lu et approuvé"

Avis **motivé** du chef d'établissement ou de service/du directeur de CIO

Avis **motivé** de l'Inspecteur(trice) d'Académie, Inspecteur(trice) pédagogique régional(e)
ou
de l'Inspecteur(trice) de l'Éducation nationale (pour les enseignants)

**SITUATION ADMINISTRATIVE
ET FINANCIERE DES PERSONNELS
EN CONGE DE FORMATION PROFESSIONNELLE
2021-2022**

SITUATION ADMINISTRATIVE

La position d'activité demeure acquise pendant la durée du congé.

Par ailleurs, le temps passé en congé de formation professionnelle, intégré dans l'ancienneté, est pris en compte lors du calcul de la durée requise pour prétendre à une promotion d'échelon, de grade, de classe ou l'accès à un corps supérieur.

Les agents titulaires continuent à cotiser pour la retraite, la cotisation pour pension étant obligatoirement précomptée sur l'indemnité. En outre, ils conservent le bénéfice de leur affiliation à la sécurité sociale.

A l'issue du congé, les personnels sont réintégrés de plein droit sur leur poste. Ils restent titulaires de leur poste.

Les personnels actuellement en position interruptive d'activité (disponibilité, congé parental) ou en long congé de maladie devront demander et obtenir leur réintégration, si le bénéfice d'un congé de formation professionnelle leur est octroyé.

OBLIGATIONS AU COURS DU CONGE

Les agents placés en congé de formation professionnelle sont tenus de justifier du suivi effectif et assidu de la formation envisagée. Ils sont ainsi dans l'obligation de fournir à l'administration leur certificat d'inscription et de délivrer des attestations mensuelles d'assiduité, afin de justifier leur présence effective en formation.

La prise en charge du coût de la formation reste à la charge du bénéficiaire.

LA REMUNERATION

Le congé de formation professionnelle peut être octroyé pendant trois années pour l'ensemble de la carrière. Cependant, seuls les 12 premiers mois donnent lieu au versement de l'indemnité forfaitaire.

Ainsi, pendant cette première année, l'agent perçoit une indemnité forfaitaire égale à 85% de la rémunération brute à temps complet et de l'indemnité de résidence attachées à l'indice détenu lors de sa mise en congé, à laquelle s'ajoute le droit au supplément familial de traitement, quelles que soient la modalité d'exercice et la quotité de service, au cours de l'année scolaire précédente.

En ce qui concerne les fonctionnaires précédemment en disponibilité et réintégrés, la rémunération de référence est constituée par le traitement correspondant à l'indice détenu à la date de réintégration.

Important : En tout état de cause, le montant de l'indemnité ne peut excéder le traitement et l'indemnité de résidence afférents à l'indice brut 650 (indice nouveau majoré : 543) d'un agent en fonction à PARIS.

Par ailleurs, pendant ledit congé, aucune revalorisation ne peut être prise en compte, que ce soit au titre d'une promotion, d'un reclassement ou d'une augmentation générale des traitements de la fonction publique.

**PRECISIONS SUR L'OBTENTION D'UN CONGE DE FORMATION PROFESSIONNELLE
NON REMUNERE**

Les candidatures au titre d'un congé de formation professionnelle non rémunéré seront étudiées au même titre que celles relevant d'un congé de formation rémunéré. Ces congés ne seront donc pas obtenus automatiquement. En cas d'obtention d'un tel congé, l'agent continue à cotiser pour sa retraite et à bénéficier de son affiliation à la sécurité sociale, selon des modalités qui lui seront précisées ultérieurement.